

SECTION DISCIPLINAIRE

ANNEE 2018-2019

**DECISION DE LA FORMATION DE JUGEMENT
DE LA SECTION DISCIPLINAIRE COMPÉTENTE
À L'ÉGARD DES USAGERS**

Réunie le 16 novembre 2018

Affaire Madame

Etaient présents :

- Monsieur Jean-Paul MARKUS, professeur des universités, président de la formation de jugement
- Madame Elyanne GAULT, professeure des universités,
- Madame Sophie CROISY, maître de conférences, rapporteure de la Commission d'instruction,
- Madame Bénédicte GIRAULT, professeur certifiée,
- Madame Mathilde SEGUIN, étudiante,
- Monsieur Pierre-Antoine SUAREZ, étudiant,
- Monsieur Justin VERDON, étudiant,

Membres de la formation de jugement

Assistés lors des débats par :

- Madame Émilie Bédard, Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles, chargée des fonctions de secrétaire de séance

Statuant en audience publique,

- Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment son article 6 § 1^{er}
- Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 712-4, L 811-5, L-811-6 et R 712-9 à R 712-46
- Vu la requête du 25 septembre 2018, par laquelle Monsieur le Président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines a saisi la section disciplinaire du cas de Madame _____, étudiante en première année de _____, demeurant _____, pour suspicion de fraude lors d'un examen _____
- Vu l'ensemble des pièces versées au dossier

Le dossier et le rapport d'instruction ayant été tenus à la disposition des parties, de leur conseil et des membres de la section disciplinaire dix jours francs avant le jour fixé pour la délibération,

Madame _____ dûment convoquée, s'étant présentée à l'audience,

La formation de jugement siégeant valablement,

APRES AVOIR ENTENDU :

☞ Le rapport final de la commission d'instruction,

APRES EN AVOIR DELIBERE :

Considérant que Madame _____, étudiante en première année de _____, est déférée devant la formation de jugement de la section disciplinaire de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ;

Considérant que Madame _____ aurait fraudé lors de l'examen de session 2 Application Web et Sécurité, organisé le 19 juin 2018 ;

Considérant que la copie de Madame _____ présentait des similitudes avec celles de certains de ses camarades ;

Considérant que Madame _____ aurait donc échangé des informations avec certains de ses camarades ;

Considérant que Madame _____ nie les faits qui lui sont reprochés ;

Considérant que l'étudiante indique avoir préparé l'examen avec ses camarades, ce qui expliquerait l'existence de similitudes entre les copies ;

Considérant que sa version des faits est corroborée par les auditions des autres étudiants déférés ;

Considérant que la fraude n'a pas pu être établie, faute d'éléments matériels suffisamment probants ;

Par ces motifs, et après en avoir délibéré, la décision a été prise au scrutin secret :

DÉCIDE

Article 1^{er}

De prononcer une relaxe à l'encontre de Madame

Article 2

La présente décision sera affichée sans mention du nom et de la date de naissance de l'intéressée, au sein de l'UFR des sciences et sur le site internet de l'UVSQ.

Article 3

La présente décision est exécutoire à compter de sa notification et nonobstant appel, dès lors que celle-ci n'emporte pas de conséquences manifestement excessives et disproportionnées sur la situation de l'intéressée, au regard de la nature des faits qui lui sont reprochés. Au surplus, en cas d'appel devant le Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, l'intéressée pourra en tout état de cause solliciter le sursis à exécution du présent jugement. Cette voie de recours, créée spécifiquement afin de faire obstacle à l'application d'une décision sérieusement contestable, constituant alors une garantie suffisante du droit au recours effectif, consacré par l'article 13 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 4

La présente décision sera notifiée à Madame _____, à Monsieur le Président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, à Madame la Directrice de l'UFR des sciences et à Monsieur le Recteur de l'académie de Versailles.

Article 5

Conformément aux articles R 712-43, R 712-44 et R 712-45 du Code de l'Education, un appel peut être formé dans un délai de deux mois devant le Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, à compter de la notification de la présente décision.

Fait à Versailles, le 27 novembre 2018

Le Président de la section disciplinaire

Le secrétaire de séance

**UNIVERSITÉ DE VERSAILLES
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES**
AFFAIRES ELECTORALES
ET DISCIPLINAIRES
55 avenue de Paris - 78035 Versailles cedex
☎ 01.39.25.79.60 - Fax : 01.39.25.78.12



4

Formation de jugement de la section disciplinaire 16 novembre 2018